

Plaidoyer pour un compromis énergétique

Dans le domaine de l'énergie, il n'existe pas de solutions simples et gratuites. Il s'agit de sortir des positions dogmatiques pour faire avancer le débat. Il en va de notre autonomie d'approvisionnement électrique, de la protection de l'environnement et de notre compétitivité.

La Suisse en manque d'électricité? Un scénario encore difficile à imaginer, mais qui pourrait pourtant devenir une réalité. Les causes sont à chercher autant du côté de la production que de la consommation. Avec la fermeture programmée des centrales nucléaires existantes pour

40% d'électricité en moins d'ici 30 ans

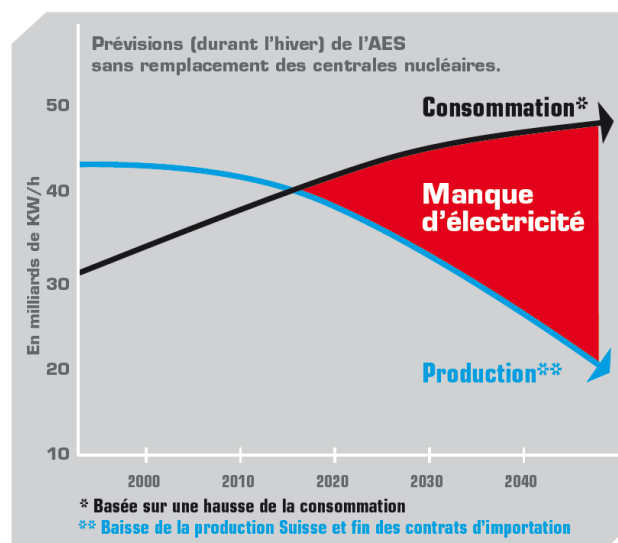
raison d'âge, c'est 40% d'électricité qui disparaîtra d'ici 30 ans. Sans compter l'impossibilité de renouveler les contrats d'importation d'électricité nucléaire française. Côté consommation, la demande ne cessera de croître. Et ce, malgré les efforts à poursuivre en matière d'efficacité énergétique. Cela s'explique par l'augmentation de la po-

pulation (on pourrait être 1 million de plus d'ici 2030), par la mobilité électrique – plus de trains, de trams, de bus, de voitures électriques – et par le transfert du fuel à l'électricité (remplacement du chauffage au mazout par les pompes à chaleur qui utilisent un moteur électrique). Les avis divergent sur la solution à adopter. Pour les uns, les nouvelles énergies renouvelables sont la seule issue possible, pour les autres, le tout nucléaire est la voie du salut. Mais ils sont toujours plus nombreux à soutenir une voie médiane. «Je suis convaincu, comme beaucoup, que la meilleure solution est un compromis portant sur le nucléaire, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique», estime Franco Romerio, professeur à l'Institut des Sciences de l'Environnement et de l'Énergie à l'Université de Genève.



«La meilleure solution est un compromis, portant sur le nucléaire, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique»

Franco Romerio
Professeur à l'Institut des Sciences de l'Environnement et de l'Énergie à l'Université de Genève



Nous serons confrontés à une baisse de 40% d'électricité produite en Suisse d'ici 2040. Toutes les parties, dont la Confédération, partagent ce constat.

Le «tout renouvelable», un pari encore trop risqué

«Il s'agit de tout mettre en œuvre pour soutenir l'énergie verte. Son potentiel ne doit pas être sous-estimé, mais de là à affirmer qu'on pourra suppléer au 40% d'électricité produite actuellement par les centrales nucléaires, il y a un pas

que je ne franchirai pas», avance Jacques Bourgeois, conseiller national fribourgeois. Les conditions climatiques ne sont pas idéales en Suisse: un panneau solaire fonctionne 1 jour sur 8 et les éoliennes les mieux placées 1 jour sur 4. Or, nous avons besoin de disposer d'électricité produite 24h sur 24, 365 jours par an. En Allemagne, on fait principalement appel aux centrales à charbon, importantes

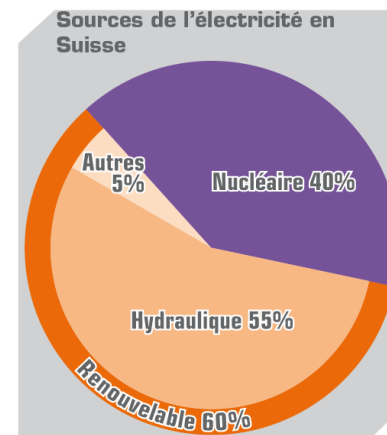
Dépendre de l'étranger se paie au prix fort

Conscients que les Suisses ne voudront pas voir leur pays couvert d'éoliennes ni de panneaux solaires et que les conditions climatiques ne s'y prêtent pas, les opposants au nucléaire bottent en touche. Ils proposent d'importer de l'éolien du nord de l'Europe et du courant solaire du sud. Cette piste, séduisante à première vue, ne résiste pourtant pas à l'analyse. Importer, c'est s'assurer de pouvoir transporter l'électricité, grâce aux lignes à très haute tension. Or, elles font face à une très vive opposition partout en Europe comme en Suisse. «Pourquoi les Français accepteraient-ils de construire pour nous des centrales nucléaires et les Allemands des éoliennes et des lignes à très haute tension dont nous ne voulons pas en Suisse? Nous devons assumer nos besoins et rester maître à bord», plaide Guy Parmelin, conseiller national vaudois.

A l'heure actuelle, le prix de l'électricité en Suisse est compétitif en comparaison internationale. «Lorsque nous serons à la merci de l'étranger, nous n'aurons d'autre choix que de payer le prix très élevé qui nous sera imposé. Cela pèsera sur le pouvoir d'achat

«Pourquoi les Français accepteraient-ils de construire des centrales nucléaires et les Allemands des éoliennes et des lignes à très haute tension dont nous ne voulons pas en Suisse?»

des ménages et sur la compétitivité de notre économie, donc sur les emplois», s'inquiète Claudine Amstein, directrice de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie.



émettrices de CO₂. Ailleurs, aux centrales à gaz. Des options peu compatibles avec les engagements de la Suisse en faveur du climat. Partout en Suisse, les projets de construction d'éoliennes font l'objet de recours systématiques, notamment au nom de la protection du paysage. Si bien que seules 28 éoliennes ont pu voir le jour. C'est dire si l'objectif d'en construire 800 d'ici 30 ans est déjà un exploit

en soi. Miser sur différentes sources d'énergies – l'hydraulique, le nouveau renouvelable et le nucléaire – et sur l'efficacité énergétique est une solution raisonnable. Le peuple aura le dernier mot.

60/40

le choix responsable
Cristina Gaggini, economiesuisse, Genève